

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 novembre 2020

## SÉCURITÉ GLOBALE - (N° 3527)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

**AMENDEMENT**

N° 310

présenté par

M. Descoeur, M. Bourgeaux, M. Bony, M. Jean-Pierre Vigier, M. Bazin, M. Meyer, Mme Meunier, Mme Poletti, Mme Corneloup, M. Bouley, M. Pierre-Henri Dumont, M. Hetzel, M. Jean-Claude Bouchet, M. Menuel, M. Gosselin, M. Benassaya, M. Perrut, Mme Audibert, M. Sermier, Mme Kuster, Mme Boëlle, Mme Trastour-Isnart, M. Dive, M. Reda, M. Pauget, M. Reiss, Mme Beauvais, M. Vatin et M. Boucard

**ARTICLE 24**

I. – À l’alinéa 2, après la première occurrence du mot :

« nationale »,

insérer les mots :

« , municipale ».

II. – En conséquence, au même alinéa, après la seconde occurrence du mot :

« nationale »

insérer les mots :

« ou d’un agent de stationnement ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Alors que l’article 24 pénalise l’usage malveillant de l’image des policiers nationaux et militaires de la gendarmerie, cet amendement tend à élargir la disposition aux agents du corps de la police municipale lorsque ces derniers agissent dans le cadre d’une mission de sécurité pour laquelle il sont habilités et dépositaires de l’autorité publique.

Le texte précise toutefois que cette règle ne fait pas obstacle à la possibilité que des éléments d'identification de ces personnes soient versés dans le cadre d'enquêtes administratives ou judiciaires.

Ainsi, dans le cadre d'habilitations, ces agents municipaux seront confrontés aux mêmes risques et menaces que le reste des forces de l'ordre. Dès lors le champ de protection et donc dans sanctions qui en découlent méritent d'évoluer favorablement pour eux.